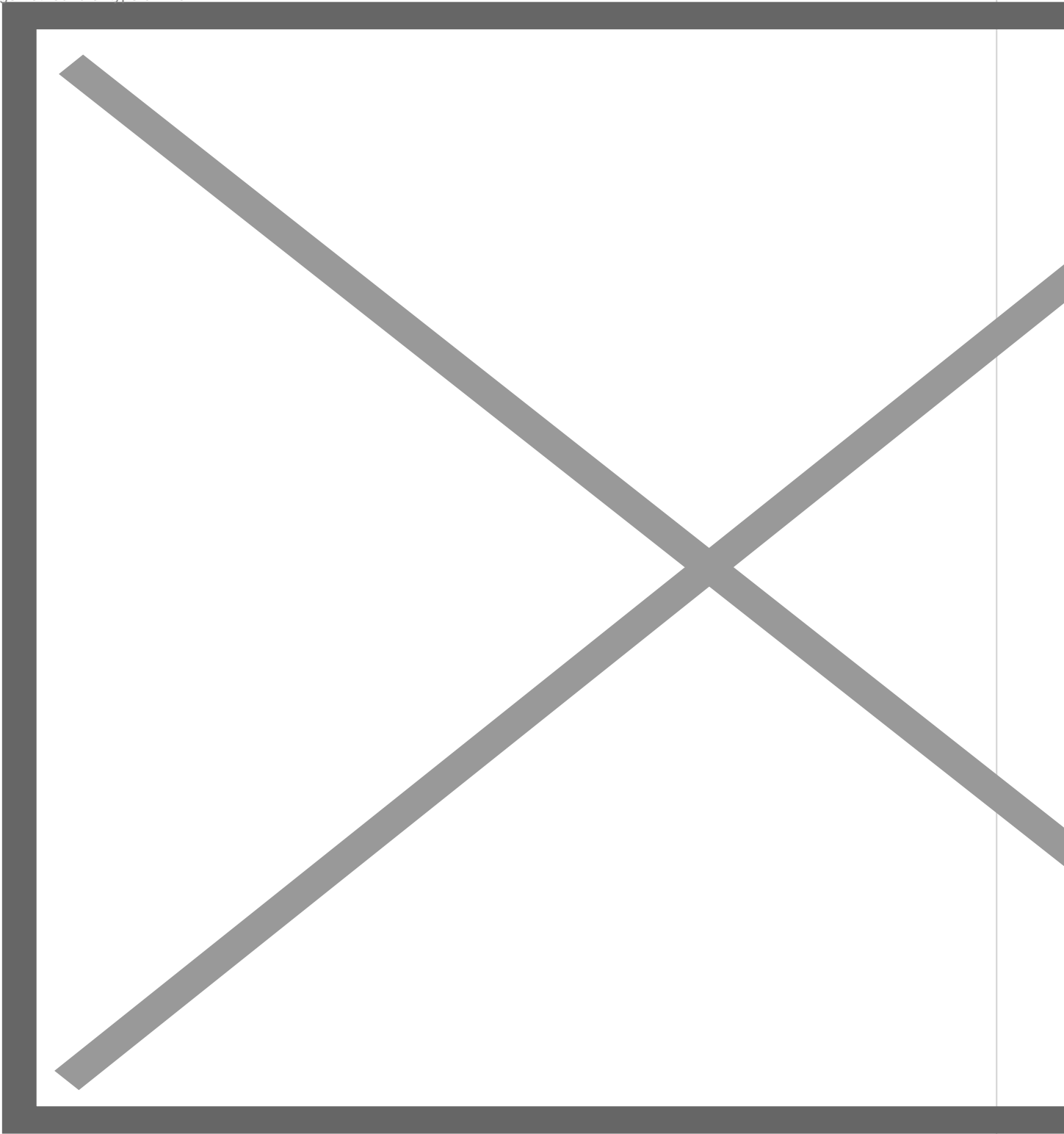


Transitions politiques et économie résiliente : que s'est-il passé au Mexique au cours des 25 dernières années ?

Image not found or type unknown



Image not found or type unknown



Angélica Ferrer

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis le début du XXI^e siècle et le Mexique a connu des changements dans tous les domaines, de la transition politique aux tensions et aux nouveaux liens avec d'autres nations, en passant par les turbulences économiques et l'arrivée d'une femme à la tête de l'exécutif.

Au cours des premières années du XXI^e siècle, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) s'est renforcé, élargissant non seulement les liens commerciaux avec les États-Unis et le Canada, mais accentuant également les différences et les avantages avec Washington.

De même, le départ du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du pouvoir après presque huit décennies en tant que force politique hégémonique, grâce à l'arrivée du Parti d'action nationale (PAN), a apporté un air d'espoir à la nation, qui s'est évanoui après le déclenchement de la guerre contre la drogue menée par le président Felipe Calderón (2006-2012), qui a fait des milliers de disparus et de morts.

Mais il y a aussi d'autres sujets d'intérêt, comme l'évolution sociale et culturelle du pays latino-américain, un plus grand rapprochement avec l'Amérique latine ces derniers temps et son ouverture à des pays d'autres continents.

Une économie en mutation

Après la crise économique de 1994, le Mexique a lutté pour consolider une trajectoire plus stable. L'inégalité a été l'un des obstacles les plus profonds du pays et, aujourd'hui encore, elle imprègne une partie de la population.

Selon Adriana Mitani Cruz Cruz, docteur en économie de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), lorsque le candidat du PAN Vicente Fox est devenu président de la nation latino-américaine en 2000, il y a eu des changements non seulement au niveau politique, mais aussi dans la manière dont l'économie et les finances nationales étaient gérées.

« La technocratie sous Fox s'est traduite par une période de faible inflation et une économie stable conforme aux objectifs de la Banque du Mexique (Banxico), ainsi que par des réformes visant à ouvrir le commerce et le marché libre, une position clairement néolibérale », a-t-il déclaré dans une interview accordée à Sputnik. Cependant, la trajectoire positive a pris un tournant sous le gouvernement du président de l'époque, Felipe Calderón (2006-2012), en raison de la crise financière de 2008, qui a eu un impact considérable à l'échelle mondiale.

« Le PIB s'est considérablement contracté, chutant de 6,5 %. C'est l'une des plus fortes baisses de la décennie 2000-2010 », souligne M. Cruz.

À ce panorama se sont ajoutés les problèmes liés à la lutte contre le trafic de drogue par les forces armées mexicaines, une décision qui, jusqu'à présent, a été rejetée par une grande partie de la population, car elle a déjà eu des effets négatifs sur la sécurité du pays.

Cette situation a entraîné un basculement dans les urnes. En 2012, le PRI est revenu à la tête de

l'exécutif mexicain avec l'ancien gouverneur de l'État de Mexico (centre du pays), Enrique Peña Nieto. Sous son gouvernement, des réformes structurelles ont été promues dans différents domaines, de l'éducation à l'énergie.

« Les initiatives ont été axées sur l'intervention et l'incorporation du secteur privé dans les domaines où des changements ont été apportés. Cela s'est traduit par une augmentation des investissements, un événement qui a été le fer de lance de la renégociation de l'ALENA, qui s'est achevée par la signature de sa version actualisée : le T-MEC », explique-t-elle.

Ce modèle, dans lequel la participation de l'État était réduite, a commencé à changer avec l'arrivée en 2018 de l'homme politique et fondateur du Mouvement de régénération nationale (Morena), Andrés Manuel López Obrador, au Palais national. La nouvelle administration fédérale disposait d'une plus grande marge de manœuvre et d'un rôle plus proche de l'État-providence.

Ceci, associé à une politique d'austérité, lui a permis de faire face à l'un des plus grands défis de ces derniers temps : la pandémie de SIDA-19 et le niveau élevé d'inflation résultant de cette maladie, ainsi que les chocs économiques consécutifs au lancement de l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine au début de l'année 2022.

Dans le même temps, la Banque du Mexique (Banxico) a maintenu une politique monétaire restrictive, augmentant les taux d'intérêt pour réduire progressivement l'inflation. Ces politiques, a souligné la banque centrale, ont permis une position macroéconomique saine au niveau national.

i

Actuellement, le taux d'intérêt de Banxico est de 10 %, tandis que, selon les données les plus récentes de l'Institut national mexicain des statistiques et de la géographie (Inegi), l'inflation était de 4,44 % au cours de la première moitié de décembre 2024.

Terrain politique et violence

L'un des grands changements du premier quart du siècle a été la transition politique. Au moins trois partis ont occupé le pouvoir exécutif, le PAN et le Morena détenant le plus grand nombre de mandats dans ce bloc chronologique. L'arrivée au pouvoir de ce dernier a également entraîné un effacement de l'opposition.

En témoignent les résultats des élections présidentielles de 2024, où la coalition Fuerza y Corazón por México, composée du Parti d'action nationale (PAN), du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), a non seulement perdu les élections, mais a vu sa légitimité diminuer aux yeux de la population.

En outre, un aspect important a évolué ces dernières années, à savoir la manière dont la démocratie nationale est vécue et analysée, explique Maximiliano García Guzmán, docteur en sciences politiques de l'UNAM, dans une interview accordée à ce journal.

« De nombreuses institutions politiques doivent encore être développées, de même que des pratiques et des systèmes qui contribuent à une culture démocratique de l'alternance », ainsi que l'encouragement de la participation aux élections.

Malgré ces vicissitudes, un événement historique a eu lieu en 2024 : après 200 ans d'indépendance, le Mexique a élu une femme présidente. La Moréniste Claudia Sheinbaum est devenue la première à occuper ce poste non seulement dans le pays latino-américain, mais aussi au sein des partenaires qui composent le T-MEC.

D'autre part, la violence s'est enracinée dans la société mexicaine, principalement après la lutte frontale de l'ancien président Calderón contre le trafic de drogue, une stratégie qui n'a pas fonctionné. Les cartels ont continué à se développer, de nouveaux groupes sont apparus et la population a été confrontée à une augmentation des homicides et des disparitions forcées.

Parmi les cas les plus célèbres, on peut citer la disparition des 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa, qui s'est produite en 2014 et qui, à ce jour, n'a pas été résolue, ainsi que le multimeurtre de la famille LeBarón, perpétré en 2019.

La violence à l'encontre des journalistes a également été l'un des problèmes les plus fréquents pour les journalistes dans le pays. Les meurtres de Javier Valdez en 2017 et du photjournaliste Rubén Espinosa, ainsi que de l'activiste Nadia Vera et de deux autres personnes en 2015, ont eu un fort écho non seulement dans leurs médias, mais aussi à l'intérieur et à l'extérieur de la guilde nationale.

D'autres domaines importants ont été les mouvements sociaux, tels que la création de groupes de parents à la recherche de personnes disparues et les manifestations féministes, qui ont exigé davantage de lois pour protéger les femmes.

« Ces mouvements sont un thermomètre pour le gouvernement sur la façon de traiter leurs problèmes. Par exemple, à l'heure actuelle, malgré la victoire écrasante de Mme Sheinbaum, la population reste attentive au fait que la confiance qu'elle lui a accordée se reflète dans plusieurs questions, dont la sécurité », explique M. García Guzmán.

Le Mexique dans le monde

Les relations du Mexique avec les autres nations ont également changé au cours des 25 dernières années. Si le pays latino-américain est historiquement reconnu pour son soutien aux autres, il est aussi l'une des références pour se positionner sur différents sujets.

Dans une interview accordée à Sputnik, Carlos Manuel López Alvarado, expert en affaires internationales à l'UNAM, souligne qu'avant l'arrivée de López Obrador au pouvoir exécutif, les présidents ont essayé d'éviter de tomber dans de fortes controverses et ont cherché à faire en sorte que la nation qu'ils dirigeaient se distingue au niveau mondial.

« Pendant les six années de son mandat, López Obrador a essayé de renforcer l'image du Mexique au niveau international, conformément à ses principes normatifs (...), mais aussi de représenter cette voix

qui avait été perdue au cours de ces administrations néolibérales. Il a essayé de se positionner avec respect en Amérique latine », déclare López Alvarado.

Les aspects les plus controversés de son gouvernement ont été son soutien à l'expulsion de l'ancien président bolivien Evo Morales de son pays, la lutte discursive avec son homologue péruvienne Dina Boluarte à la suite de l'arrestation de l'ancien président Pedro Castillo, ainsi que la rupture des relations diplomatiques avec l'Équateur après l'attentat contre l'ambassade mexicaine à Quito.

Cependant, avant l'arrivée au pouvoir de l'homme politique morenoïste, des épisodes complexes se sont produits, comme le cas de Florence Cassez, une citoyenne française qui a été arrêtée en 2005 pour un enlèvement présumé. Son arrestation et son procès ont mis les relations diplomatiques entre le Mexique et la France sur la corde raide, surtout lorsqu'il s'est avéré qu'il s'agissait d'un coup monté.

Un autre moment difficile de la vie diplomatique mexicaine s'est produit en 2002, lorsque l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre le président de l'époque, Vicente Fox, et Fidel Castro a été rendu public, dans laquelle il faisait pression sur ce dernier pour qu'il se retire du pays avant l'arrivée du président américain de l'époque, George W. Bush, à la Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement (FfD).

À cause de ces propos - que le journaliste mexicain Carlos Marín a forgés en utilisant l'expression « aller et venir », que l'on n'entend pas dans l'appel - les relations bilatérales ont pris une tournure négative, à tel point que Fox a expulsé le représentant diplomatique cubain et a renvoyé l'ambassadeur sur l'île pendant trois mois.

Selon l'expert en affaires internationales, certains de ces événements, en particulier celui avec Cuba, étaient un signe de l'ancienne subordination des dirigeants mexicains aux États-Unis.

« Pendant les six années d'administration du PAN et du PRI, en particulier celle de Fox, il y a eu une relation claire de subordination dans laquelle ils ont toujours cherché à s'ingérer dans le gouvernement américain afin d'obtenir des actions qui leur permettraient de maintenir la stabilité dans la relation bilatérale, surtout dans les domaines de la sécurité, de la migration et du commerce », analyse-t-il.

Ainsi, sous l'administration d'AMLO, la relation avec Washington s'est orientée vers un axe critique, où l'on a tenté de définir l'agenda commun d'un point de vue humanitaire, en particulier en ce qui concerne les migrants en situation irrégulière.

« Il convient également de souligner que López Obrador a insisté sur la question de la lutte contre le trafic d'armes des États-Unis vers le Mexique. S'il est vrai que les administrations précédentes étaient subordonnées, avec [l'homme politique moréniste] et l'actuelle présidente Claudia Sheinbaum, une relation d'égal à égal a été recherchée », souligne-t-il.

L'avenir se dessine à l'horizon

À l'aube du deuxième quart de siècle, des experts consultés par Sputnik donnent quelques conseils et estimations pour le Mexique dans les années à venir.

Par exemple, le Dr Cruz Cruz Cruz souligne la recherche de stabilité économique et politique pour encourager le nearshoring dans le pays, ainsi que les investissements des entrepreneurs nationaux.

« L'amélioration de l'éducation, de la sécurité sociale et de l'emploi, ainsi que les questions environnementales, sont d'autres défis à relever pour que le Mexique continue sur la voie d'une croissance économique stable et ne stagne pas », déclare-t-elle.

En attendant, García Camacho souligne que si le Morena, qui dirige actuellement le pouvoir exécutif, parvient à lutter contre l'insécurité, s'engage en faveur de meilleures politiques de genre et apporte plus de clarté face à des changements profonds - comme les ajustements du pouvoir judiciaire ou des organes autonomes - il pourrait conserver le rôle de parti au pouvoir pendant quelques années encore.

« Il sera difficile d'envisager une alternance lors des prochaines élections [2030], mais si ces facteurs structurels ne sont pas pris en compte pour les élections de 2036, il courra probablement le risque de perdre » le bâton du gouvernement fédéral.

En conclusion, López Alvarado indique que le Mexique, en plus de peaufiner et de réaffirmer sa position de non-subordination aux États-Unis, doit ouvrir ses horizons à davantage de pays d'Europe et d'Asie, afin de nouer des liens non seulement diplomatiques, mais aussi commerciaux.

D'une manière générale, elle devrait « rechercher des alliés qui convergent vers une résolution humaniste des problèmes et qui comprennent que les questions mondiales nécessitent des solutions multilatérales. De cette manière, le discours du droit international peut être renforcé dans tous les domaines », conclut-il.

(Source Sputnik)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/373862-transitions-politiques-et-economie-resiliente-que-sest-il-passe-au-mexique-au-cours-des-25-dernieres-annees>



Radio Habana Cuba